



Conseil de sécurité

Distr. générale
27 mars 2018
Français
Original : russe

Lettre datée du 22 mars 2018, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous informer de l'état d'application de la résolution [2401 \(2018\)](#) du Conseil de sécurité, en particulier dans la banlieue de Damas dite de la Ghouta orientale, région depuis longtemps envahie par des terroristes s'étant notamment rendus coupables de bombarder sans discernement la ville de Damas, y compris les missions diplomatiques russes s'y trouvant. Des pourparlers visant à mettre fin aux affrontements ont été engagés avec les groupes armés ouverts à la négociation.

En dépit de circonstances extrêmement difficiles, les parties russe et syrienne font tout ce qui est en leur pouvoir pour résoudre les problèmes humanitaires se posant dans la Ghouta orientale. Ainsi, dans le droit fil de la résolution [2401 \(2018\)](#), les représentants des forces armées de la Fédération de Russie ont décidé d'y mener une opération d'une ampleur sans précédent, dans le seul et unique but de venir en aide à la population.

Grâce aux mesures prises, plus de 86 000 personnes ont pu être évacuées par des couloirs humanitaires et trois convois, organisés par l'Organisation des Nations Unies, le Croissant-Rouge arabe syrien et le Comité international de la Croix-Rouge, ont été acheminés. Des représentants de l'ONU ont confirmé que cette évacuation s'était faite sur une base volontaire.

Il est en outre possible d'observer le déroulement des opérations en temps réel. En effet, des caméras ont été installées au niveau des points de passage de Wafidin et Hammoura, situés respectivement dans le nord et dans le sud de la Ghouta orientale, ainsi qu'à Harasta el-Bassal.

Depuis le 22 mars au matin, plus de 5 000 civils ont traversé le point de contrôle de Wafidin. Rien qu'au cours des dernières 24 heures, des repas chauds ont été distribués à 8 000 habitants de la Ghouta orientale et 2 500 colis alimentaires ont été livrés. Des spécialistes du Centre pour la réconciliation des parties belligérantes sur le territoire de la République arabe syrienne ont par ailleurs distribué des repas chauds, des vivres, des bouteilles d'eau et des articles de literie (matelas, couvertures et oreillers) au niveau des points de passage et dans les camps de réfugiés. Des soins médicaux sont en outre prodigués à la population.

Dans le même temps, les civils ont continué de regagner les localités libérées de Siqba et Kafr Batna, dans lesquelles une aide humanitaire et une assistance médicale leur sont fournies par des spécialistes du Centre.



Nous appelons l'Organisation des Nations Unies et ses organismes humanitaires à coordonner leurs activités avec celles des autorités syriennes en vue d'intensifier l'aide apportée aux personnes évacuées et à toutes les victimes civiles du conflit. Nous rappelons, en particulier, que le Gouvernement syrien a officiellement demandé à l'ONU d'organiser l'acheminement de convois humanitaires dans la région de Tanf, localité illégalement occupée par la « coalition », et d'envoyer une mission d'évaluation des besoins humanitaires à Raqqa, ville pratiquement détruite par les bombardements de cette même « coalition ». Nous espérons que l'Organisation fera le nécessaire dans les plus brefs délais.

Les Syriens parvenus à se soustraire à l'emprise des djihadistes décrivent une situation anarchique, dans laquelle les extrémistes se livrent à toutes sortes d'activités criminelles, confisquant l'aide humanitaire, se servant de civils comme boucliers humains et entravant les activités d'évacuation volontaire.

Il est regrettable que ces informations soient délibérément passées sous silence, au profit d'accusations non vérifiées et manifestement mensongères, concernant notamment une prétendue utilisation d'armes chimiques par les forces gouvernementales. Comme on l'a vu auparavant dans la crise syrienne, ces faux renseignements sont souvent l'œuvre d'organisations méprisables, telles que celle des « Casques blancs ».

Voilà plusieurs fois déjà que nous demandons à connaître l'origine des données statistiques utilisées par l'ONU pour évaluer, par exemple, le nombre d'habitants présents dans des zones assiégées ou difficiles d'accès et les pertes civiles, ou encore les effets des attaques prétendument lancées contre des établissements de soins ou d'enseignement. Nous aimerions obtenir une réponse à cette question. En effet, nous ne pouvons nous contenter de savoir qu'il s'agit de « sources crédibles sur le terrain ».

Les groupes armés illégaux mettent en péril l'application de la résolution 2401 (2018) dans la zone de désescalade de la Ghouta orientale.

Le groupe Jeïch el-Islam (Armée de l'Islam), par exemple, a fait circuler dans les médias des vidéos montrant ses combattants en train de détruire un hélicoptère des forces gouvernementales dans la Ghouta orientale, le 16 mars.

Il semblerait par ailleurs que, le 20 mars, des combattants en poste dans la région de la Ghouta orientale aient pris le contrôle de la localité de Misraba, à 10 km au nord-est de Damas, à l'issue d'une contre-offensive visant des positions occupées par les forces gouvernementales.

Le 21 mars, des extrémistes auraient bombardé plusieurs quartiers du centre (Qassaa, Qoussour, Bab Charqi, Doualiyé et Abbassiyin), du sud-est (Boustan el-Deïr et Zablatani) et du sud-ouest de Damas. Cinq civils auraient été tués et deux personnes blessées dans le quartier de Mazzé. Des combattants postés dans les alentours d'Aïn Terma (Ghouta orientale), localité contrôlée par le groupe Feïlaq el-Rahman, auraient par ailleurs bombardé le marché de Kachkoul, situé dans la banlieue de Damas, à Jaramana, localité majoritairement peuplée de fidèles druzes ou chrétiens. Selon les informations disponibles, cette attaque aurait fait 37 morts et 35 blessés.

Comme il en avait précédemment été décidé avec les chefs du groupe Jeïch el-Islam, le 19 mars, les commandants du Front el-Nosra et de Feïlaq el-Rahman ont lancé une offensive contre des positions occupées par les forces syriennes, en vue d'attirer une partie de leurs troupes. Cette attaque, menée à l'artillerie lourde, à la bombe et à la voiture piégée, s'est soldée par une prise de contrôle de la localité de Mdeïra, située à 4 km au nord-est de Damas, et d'une bande de territoire comprise entre Harasta et Douma, deux localités situées respectivement à 7 et 15 km au nord-est de Damas.

Dans le même temps, des commandants du Mouvement islamique Ahrar el-Cham et de Jeïch el-Islam ont commencé à préparer des attaques contre des troupes du Gouvernement postées dans les environs de Harasta et de Chafouniyé, à 14 km au nord-est de Damas.

Afin de perturber la relève des forces armées syriennes, plusieurs chefs de groupes rebelles ont donné l'ordre à leurs combattants d'ouvrir le feu tout le long de la ligne de contact. À Aïn Terma, localité située à 2 km à l'est de Damas, des mésententes survenues entre les combattants du Front el-Nosra et la population locale ont dégénéré en affrontements armés. Les commandants de ces groupes ont planifié le déploiement de bandes armées supplémentaires pour empêcher les habitants de réagir et de s'enfuir vers des zones contrôlées par le Gouvernement.

Les faits exposés ci-dessus ne font que confirmer nos craintes, à savoir que les commanditaires extérieurs ne veulent pas – ou ne peuvent pas – travailler avec les groupes armés dont ils ont la tutelle et sont, par conséquent, collectivement responsables des violations de la résolution 2401 (2018). Comme les événements l'ont montré, la lettre qui vous a été adressée, à vous et au Président du Conseil de sécurité, par les chefs de trois groupes armés se déclarant prêts à respecter la trêve, à expulser les combattants du Front el-Nosra et à laisser le champ libre aux opérations humanitaires n'était qu'un tissu de mensonges destiné à faire diversion. Les efforts déployés par certains pour donner l'impression que l'application de la résolution ne dépend que de Moscou relèvent d'une démarche malhonnête motivée par de vicieuses considérations politiques, dont le but caché est de renverser le « régime syrien ».

Compte tenu des circonstances actuelles, nous sommes persuadés qu'il serait dans l'intérêt de la Syrie que l'on s'emploie résolument à rétablir la paix et l'unité dans le pays, grâce à un règlement politique du conflit qui s'appuierait sur la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité et sur les recommandations formulées à l'issue du Congrès pour le dialogue national syrien tenu à Sotchi (Fédération de Russie), plutôt que de maintenir une situation propice à l'essor du terrorisme.

Il doit être clair pour tous qu'aucune solution ne pourra être trouvée tant que se poursuivront la fragmentation ciblée du territoire syrien et les efforts visant à saper l'autorité du Gouvernement dans certaines régions et à y installer des structures de pouvoir parallèles. Nous exhortons donc les instigateurs de ces démarches à abandonner cette pratique destructrice, qui contrevient à la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Il est inadmissible que l'octroi de l'assistance économique nécessaire au relèvement de la Syrie soit conditionné par divers prétextes fictifs, portant notamment sur le fait d'opérer des transformations politiques qui ne peuvent pourtant être menées à bien que dans le cadre d'un dialogue intersyrien.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) V. Nebenzia